



TROP, c'est TROP !

Le 29 février,

AGISSONS !

Les Chefs d'états Européen envisagent d'adopter un nouveau traité en dehors de toute consultation démocratique. Celui-ci vise à imposer des politiques d'austérité salariale et le recul des garanties collectives dans tous les pays ce qui favorisera les replis nationalistes, la division et l'exclusion.

En France, la population paye lourdement les frais de la politique d'austérité de Sarkozy qui fait porter l'ensemble des sacrifices sur les ménages et épargne les plus aisés qui voient leurs revenus s'envoler (Cac 40). Et comme si cela ne suffisait pas, en pleine campagne électorale, le gouvernement fait passer de très graves mesures de portée considérable qui vont frapper à nouveau le monde du travail et l'ensemble des citoyens.

- **L'augmentation de la TVA de 1,6%** : provoquera une hausse des prix et donc une baisse du pouvoir d'achat qui touchera aussi bien les actifs que les retraités. (65% des français y sont opposés)
- **La loi « WARSMAN »** : En cours d'adoption au parlement. Elle permet à l'employeur de modifier les horaires et l'aménagement annuel du temps de travail en privant les salariés de la protection de leur contrat de travail.
- **L'instauration d'accords « compétitivité emploi »** : représente une attaque sans précédent à l'égard du code du travail et remet en cause un pilier essentiel du droit social français et du contrat de travail.

Ces accords d'entreprise devront permettre les ajustements temporaires liés à l'activité concernant la durée du travail (remise en cause des 35h), l'organisation du travail, la rémunération. Ces accords s'imposeront sur les normes conventionnelles et sur le contrat de travail. Autrement dit, il s'agit de permettre aux employeurs en fonction de la conjoncture d'exercer légalement leur chantage en exigeant des baisses de salaire, une variation du temps de travail. Les salariés auront l'obligation d'accepter.

C'est une révolution du droit du travail mais cette révolution là, il faut la combattre !

Age de départ à la retraite, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, voire de manifestation, tout devrait passer à la moulinette de la compétitivité, pour une mise en concurrence plus féroce entre salariés, avec comme conséquence de tirer tout le monde vers le bas.

Le Medef et Parisot applaudissent et déclarent qu'il faut amplifier les réformes anti sociale en repoussant l'âge légal de la retraite à 65 ans, augmenter la suppression des postes de fonctionnaires.

Face à ces politiques d'austérité et pour la première fois, tous les syndicats Européen à l'appel de la CES organisent le même jour la riposte des travailleurs pour construire une Europe sociale et solidaire.

Pour la CGT, le contexte électoral national ne doit pas conduire les organisations syndicales à une neutralité face aux mesures qui frapperaient durement les salariés.

Pour la CGT il n'y a pas de fatalité, la relance économique ne sera possible que par l'augmentation des salaires et des emplois stable dans le privé et dans le public.

Dans cette période cruciale les salariés doivent avoir leur mot à dire.

Ensemble disons Non à la TVA « sociale », Non à la loi « Warsman », Non aux accords de compétitivité.

Nous comptons sur vous ! Engagez vous dans l'action !!

Dans l'unité à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales

CFDT,CGT,FSU,SOLIDAIRES,UNSA

Rassemblement Massif et Bruyant le mercredi 29 Février!

A Rodez : 15H Place d'Armes

La section CGT Finances Publiques de l'Aveyron appelle les personnels de la DDFIP à prendre toutes dispositions (1/2 journée ARTT, congé,...) pour participer à la manifestation.